

grand toulouse

déplacements

Bannir la voiture du Pont Neuf : c'est ce que veulent piétons et cyclistes

l'essentielle Les associations 2 Pieds 2 Roues et Autate demandent que le Pont Neuf et l'axe rue de Metz / République soient réservés aux piétons, vélos et transports en commun.

Combien seront-ils ce soir à 18 h 30, entre la Halle aux Grains et la Patte d'Oie, pour demander le bannissement des voitures de cet axe de plusieurs kilomètres, qui part de la place Dupuy et rejoint Saint-Cyprien, par la rue de Metz et le Pont Neuf ?

Il y a un an quasiment jour pour jour, l'association « 2 Pieds 2 Roues » avait rassemblé plus d'une centaine de personnes en soirée, en semaine, pour défendre la même cause. Ce soir, le trajet sera plus long, et la manifestation aura un parfum de précampagne des municipales. Archipel citoyen, le mouvement soutenu notamment par Europe Ecologie-Les Verts et la France Insoumise, prendra la parole sur le sujet (lire ci-contre). Hier, nous avons interrogé également Nadia Pellefigue, candidate du Parti socialiste, soutenue par le PRG. Elle est favorable à « étudier plusieurs pistes », notamment « la piétonnisation du Pont Neuf certains jours, comme le samedi et le dimanche » (lire ci-contre).

Pour la Ville de Toulouse, le premier adjoint Jean-Michel Lattes, répond que « si on ferme le Pont Neuf aux voitures, se pose la question de l'alternative pour sortir du centre-ville pour aller sur la rive gauche ». L'élu, également Haute-Garonne



Les associations 2 Pieds 2 Roues et Autate demandent que le Pont Neuf, ainsi que la rue de Metz, la rue de la République, la Halle aux Grains et Saint-Cyprien soient rendus aux piétons. /Photo DDM, Xavier de Fenoyl, archives

président de Tisséo Collectivités, ajoute : « On peut tout imaginer, mais il y a d'autres options que celle du Pont Neuf, en particulier parce qu'il faut quand même conserver la possibilité de passer d'une rive à l'autre de la Garonne. » L'adjoint n'exclut pas notamment la possibilité d'une « passerelle piétonne » pour améliorer le lien entre les deux rives de la Garonne.

« Zone à trafic limité »

En attendant une éventuelle réalisation, les associations 2 Pieds 2 Roues et Autate proposent du concret : « Pour réussir, une Zone à Trafic Limité (ZTL) devrait être mise en place : seuls les habitants, livreurs, abonnés de parking et

exceptions seraient autorisés à pénétrer. La ZTL est déjà en place dans des villes en Italie et plus récemment à Lyon. » Par ailleurs, les associations préconisent de faciliter la circulation des modes actifs sur les boulevards, « saturés » selon eux. « Nous suggérons de repenser les boulevards pour y améliorer les mobilités. Comment ? En réservant les contre-allées aux déplacements piétons et cyclistes. Cela pourrait être un maillon circulaire du Réseau Express Vélo. De plus, une voie dédiée au bus devrait être mise en place sur la totalité de la ceinture. Ces alternatives inciteront une partie des usagers-automobilistes à changer. »

Cyril Doumergue

manif

Défense de la proximité : les agents des Finances publiques rejoints par les maires

Après les opérations de blocage qui ont perturbé pendant trois mois les sept centres des impôts de la Haute-Garonne, avant l'été, les agents des finances publiques se sont à nouveau mobilisés, hier, devant la préfecture de Toulouse et à Saint-Gaudens. La période estivale n'a pas calmé la colère contre le projet de réorganisation et de nouveau réseau de proximité concocté par la direction générale de l'administration (DGFiP) portée par le ministre des comptes publics Gérard Darmanin. Ce sont des syndicats unis, Solidaires, CGT, FO et CFDT, qui rejettent ce qu'ils considèrent comme une réforme « destructrice des missions des Finances publiques ». En clair, les agents ne veulent pas entendre parler des suppressions de trésoreries qui doivent être absorbées avec d'autres services publics dans les fameuses Maisons France services, chères à Emmanuel Macron. Une nouvelle vision de



Les agents des finances publiques ont manifesté devant la préfecture où ils ont été reçus. / DDM, Thierry Bordes

la proximité, qui laisse aussi dubitatifs les élus locaux, dont bon nombre sont venus manifester, hier, aux côtés des fonctionnaires. « Maires, députés, sénateurs, conseillers départementaux ou régionaux, ils étaient

transports

Désormais Tisséo vous rappelle



Tisséo améliore son information voyageurs. /DDM, X. de F.

Tisséo propose désormais un nouveau service : la possibilité d'être rappelé. « Ce service vient compléter les outils déjà mis en place par Tisséo en vue d'améliorer l'accueil des nouveaux arrivants, explique l'opérateur des transports en commun. Des kits Découverte des Transports Publics sont mis à disposition des administrés lors des cérémonies d'accueil organisées par les communes. Un site internet dédié répertorie toute l'information en matière de déplacements pour les personnes s'installant dans l'agglomération : le réseau de transport disponible à côté de chez soi, la tarification et les services qui vont simplifier le quotidien. »

Ce nouveau service qui est expérimenté pour cette rentrée 2019 a pour objectif de faciliter l'arrivée des nouveaux habitants en leur offrant un conseil personnalisé. Pour utiliser ce service, il leur suffit de se connecter sur le site (www.jessia-tisseo.fr) et de cliquer sur l'icône « Une question ? » La personne pourra alors demander à être rappelée dès que possible ou fixer un rendez-vous.

repères

8

ASSOCIATIONS > au soutien. Vélorution, Youth for Climate, les Amis de la Terre, DAL31, Toulouse 2031, Handi-Social, APF France Handicap et 60 millions de piétons soutiennent les propositions de 2 Pieds 2 Roues et de l'Autate.

« Ramblas, Dauvray, Bayard, Saint-Sernin : ces projets vont dans le bon sens pour les piétons et cyclistes, mais manquent de synergie »

Florion Jutisz, vice-président de 2 Pieds 2 Roues

NADIA PELLEFIGUE ET ARCHIPEL CITOYEN N'Y SONT PAS OPPOSÉS

« Je suis favorable à étudier plusieurs pistes, indique Nadia Pellefigue, candidate (PS) aux élections municipales. D'abord, une requalification complète de l'axe Metz-Esquirol-République qui englobe donc le Pont Neuf. Cet axe est pollué et extrêmement saturé en voitures. Il faut l'apaiser et y apporter un aménagement urbanistique de qualité. Et donc donner la priorité aux deux roues et aux piétons. Pour cela on peut commencer par piétonner le pont certains jours comme le samedi et le dimanche [...]. À ce stade, je suis favorable à étudier un aménagement permettant aussi une desserte avec des bus propres. » Le mouvement Archipel citoyen, également candidat aux élections municipales de mars 2020, « prendra la parole lors de la manifestation de ce mardi 17 septembre », indique Arnaud Rivière, référent Transports du mouvement. « Nous n'avons pas encore tranché précisément sur la question de la piétonnisation du Pont Neuf, mais ce qui nous intéresse, c'est l'urgence écologique et de santé publique. Nous sommes pragmatiques, et les initiatives qui vont dans le sens de la réduction de la pollution nous intéressent. »

Huit nouvelles aires de covoiturage



Comme ici à Muret sud au printemps dernier. /Photo DDM

À l'occasion de la Semaine européenne de la mobilité, le conseil départemental inaugure 8 nouvelles aires de covoiturage sur l'ensemble du département. Afin de limiter l'utilisation de la voiture individuelle, le Département a lancé en 2018 un vaste programme d'aménagement d'aires de covoiturage sur le territoire, qui représente 780 places pour un budget de 2,7 M€. 9 aires ont déjà été inaugurées par le conseil départemental à Seilhac, Sainte-Foy de Peyro-

lières, Muret, Castelmaurou, Auzon, Buzet, Martres-Tolosane, Gémil et Capens. À partir du 17 septembre et jusqu'à mi-octobre, le Département inaugure 8 nouvelles aires à Montsaunès, Martres-Tolosane, Fontenilles, Mauzac, Lafitte-Vigordane, Ayguesvives, Saint-Léon et Garidech, soit près de 250 places. Au total, 25 aires seront sécurisées et aménagées dans les zones périurbaines et rurales du département d'ici la fin de l'année 2019.

seau qu'on leur vend n'est rien de plus qu'un marché de dupes. C'est en réalité, un changement profond des conditions d'exercice de nos missions quand ce n'est pas leur transfert ou leur abandon. C'est aussi une remise en cause profonde de l'avenir professionnel et personnel des agents en même temps qu'une remise en cause profonde du service public pour les citoyens-nés de nos territoires et singulièrement les plus éloignés, les plus démunis, les plus faibles... Une délégation syndicale a été reçue à la préfecture, mais « sans illusion » pour des agents qui dénoncent aussi les suppressions de postes annoncées. « On nous en annonce 4 900 au niveau national sur 3 ans, soit environ 500 dans notre région Occitanie qui a déjà perdu 1 700 emplois en 10 ans », précise Christian Terrance. L'intersyndicale se dit prête à maintenir la pression.

Gilles-R. Soullès